



Les Français et l'Europe : vérités et surprises



Auteur : Julien Zalc

Quelle est l'opinion des Français en matière d'Europe? Lors de l'élection présidentielle française, l'Europe a été soit vivement critiquée, soit fortement oubliée dans les débats. Quelles sont les raisons de cette "tonalité anti-européenne"? L'auteur démontre, étude à l'appui, que si les Français sont pessimistes, ils demeurent toutefois confiants quant à leur avenir. De plus, la majorité d'entre eux estime que l'Europe demeure le meilleur instrument pour sortir de la crise et que davantage de coordination et de convergence est nécessaire. Enfin, il note que les Français aimeraient que les responsables politiques et les médias parlent mieux d'Europe.

[Lire la suite](#)

Sommaire

A la une ! : Franco-allemand - Elections/Europe - Démocratie - Rapport 2012 - Atlas/UE **Elections** : France - Grèce - Serbie - Arménie **Crise financière** : BCE - Allemagne - Belgique - Espagne - Grèce - France - Hongrie - Irlande - Pays-Bas - Royaume-Uni **Conseil européen** : Croissance **Commission** : Budget - Economie **Parlement** : Fiscalité **Conseil** : Justice/Intérieur - Agriculture - Cohésion **Diplomatie** : UE/Asie **Allemagne** : Démographie **Chypre** : Banque **Espagne** : Récession - Austérité - Banques **Italie** : Démographie **Pays-Bas** : Dissolution **Pologne** : Chine **Roumanie** : Gouvernement **Ukraine** : Affaire/Timochenko - Football **Conseil de l'Europe** : Egalité **Justice** : Liberia **Eurostat** : Déficit/dette - Coût/Travail - Inflation **Etudes/Rapports** : Fonds structurels - PME - Hongrie/Constitution - Printemps arabe **Culture** : Expo/Venise - Expo/Copenhague

[Agenda](#) | [Autres versions](#) | [Contact](#)

A la une ! :

"Les relations franco-allemandes : modèle valable pour d'autres relations bilatérales ?"



L'Institut franco-Allemand de Ludwigsburg organise le 3 mai à Paris, en partenariat avec l'Institut Goethe, une présentation de l'ouvrage "Deutsch-Französische Beziehungen als Modellbaukasten?" ("Les relations franco-allemandes : un modèle valable pour d'autres relations bilatérales?"), rédigé sous la direction de Stefan Seidendorf. La directrice générale de la Fondation Robert Schuman, Pascale Joannin, participera à l'évènement aux côtés notamment de Frank Baasner (DFI) et Joachim Umlauf (Goethe-Institut). Le débat portera sur l'évolution des relations franco-allemandes...
[Lire la suite](#)

2002-2012 : les évolutions politiques en Europe. 10 ans de chroniques électorales



A quelques jours du second tour de l'élection présidentielle française et des élections législatives en Grèce, la Fondation Robert Schuman vous invite à lire l'étude de Corinne Deloy qui dresse un tableau inédit d'une décennie politique en Europe, marquée par la domination des partis de droite. L'auteur analyse ainsi cette reconquête de la droite et les clés de son succès (restructuration du leadership, pragmatisme du discours et appropriation de nouveaux enjeux). Elle explique que cette domination incontestable reste cependant fragile car elle est menacée par la désaffection électorale, l'apparition de nouveaux clivages et l'essor du populisme. Ce texte, publié dans la collection des Notes de la Fondation, est disponible sur le site de la Fondation uniquement en français... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

La démocratie bafouée en Ukraine



La Fondation Robert Schuman a publié un communiqué dans lequel elle s'associe au mouvement de protestation en Europe qui s'indigne du sort réservé à l'ancienne Première ministre et opposante à l'actuel gouvernement ukrainien Ioulia Timochenko. La Fondation conteste les méthodes employées par le gouvernement ukrainien qui violent les principes élémentaires de l'Etat de droit et de la démocratie... [Lire la suite](#)

Commandez le Rapport Schuman sur l'Europe, l'état de l'Union 2012



Le 25 avril, le président de la Banque centrale européenne Mario Draghi a plaidé en faveur d'un "pacte de croissance" pour l'Europe devant la commission des Affaires économiques du Parlement européen. Il recommande la mise en place de réformes structurelles. La question de la croissance et des moyens pour surmonter la crise est au cœur du "Rapport Schuman sur l'Europe, l'état de l'Union 2012". Cette 6ème édition (en français) -la 3ème en anglais- contient en exclusivité un entretien avec Jean-Claude Trichet, ancien président de la Banque centrale européenne. S'appuyant sur 67 tableaux et graphiques commentés et 34 cartes en couleur, pour la plupart inédites, les auteurs vous invitent à comprendre l'ensemble des défis lancés à l'Union européenne. Cet ouvrage est disponible en français et en anglais sur le site de la Fondation... [Lire la suite](#)

Mise à jour des données économiques sur le site de l'Atlas



L'Office statistique de l'Union européenne (Eurostat) a publié le 23 avril les chiffres du déficit et de la dette de l'Union européenne, de la zone Euro et des 27 Etats membres pour l'année 2011. Il s'agit de la première notification qui pourra être révisée cet automne. La Fondation Robert Schuman a ainsi mis à jour les données économiques figurant sur le site www.atlas-permanent.eu associé à "l'Atlas permanent de l'Union européenne" publié récemment et co-dirigé par Jean-Dominique Giuliani et Pascale Joannin, respectivement président et directeur général de la Fondation. Le livre est disponible sur le site de la Fondation. Commandez-le.. [Lire la suite](#)

Elections :

Election présidentielle en France : analyse une semaine avant le second tour



Le 22 avril dernier, le candidat du Parti socialiste (PS), François Hollande, est arrivé en tête du 1er tour de l'élection présidentielle française en obtenant 28,63% des suffrages, devançant le président de la République sortant, Nicolas Sarkozy (Union pour un mouvement populaire, UMP), qui a recueilli 27,18% des voix. Les deux hommes s'affronteront donc pour le 2e tour de scrutin qui se déroulera le 6 mai prochain. Selon l'enquête d'opinion réalisée par l'institut TNS Sofres pour la chaîne Itélé publié le 27 avril dernier, François Hollande remporterait le 2e tour avec 55% des suffrages, et le président de la République sortant Nicolas Sarkozy 45%. La campagne bat son plein pour attirer les électeurs indécis. Le débat télévisé du 2 mai devrait en être le point d'orgue... [Lire la suite](#)

[Analyse de la situation une semaine avant les élections législatives grecques](#)



Les élections législatives du 6 mai devraient avaliser l'éclatement du paysage politique grec. 32 partis sont en lice (+9 par rapport au scrutin d'octobre 2009). La majorité des Grecs (59%) déclarent souhaiter que le prochain gouvernement rassemble la gauche et la droite dans une enquête d'opinion réalisée par l'institut KAPA Research le 20 avril pour le journal Ta Nea. En outre, 77% des personnes interrogées espèrent que leurs prochains gouvernants mettent tout en œuvre pour que la Grèce reste dans la zone euro. La possibilité que le scrutin législatif ne permette pas de dégager un véritable vainqueur et que la crise politique se prolonge, voire se renforce, est la grande crainte des analystes politiques mais aussi des dirigeants internationaux et des marchés financiers. Un exécutif fort est en effet la condition indispensable pour appliquer le plan de sauvetage et permettre au pays de retrouver l'équilibre budgétaire et la paix sociale... [Lire la suite](#)

Analyse une semaine avant les scrutins législatifs et présidentiel (1er tour) en Serbie



Le 6 mai prochain, 7 millions de Serbes sont appelés aux urnes pour 3 scrutins : le 1er tour présidentiel, des élections législatives (renouvellement des 250 membres de l'Assemblée nationale) et un scrutin municipal. 12 candidats se présentent à l'élection présidentielle. Selon la dernière enquête d'opinion réalisée par l'institut Faktor Plus à la fin du mois d'avril, Tomislav Nikolic (SNS) et le président de la République sortant, Boris Tadic (DS), sont au coude-à-coude avec 36,1% et 35,7% des voix. Ils devraient donc s'affronter lors d'un 2e tour le 20 mai prochain. En ce qui concerne les élections législatives, le Parti progressiste (SNS) est crédité de 33,5% des suffrages, devançant le Parti démocratique (DS) qui remporterait 28,3% des voix. Le Parti socialiste (SPS) arriverait en 3e position avec 11,8% des suffrages... [Lire la suite](#)

Elections législatives en Arménie



9 partis politiques sont en lice pour les élections législatives le 6 mai en Arménie, soit les 5 actuellement représentés à l'Assemblée nationale, chambre unique du parlement : le Parti républicain d'Arménie (HHK) ; Arménie prospère (BHK) ; la Fédération révolutionnaire arménienne (HHD) ; le Règne de la loi (Orinats Erkir, OEK) et Héritage (Z), ainsi que 4 autres partis : le Congrès national arménien (HAK), le Parti communiste (HKK), le Parti démocratique et les Arméniens unis. Les dernières enquêtes d'opinion créditent le Parti républicain de 37% des suffrages. Il serait suivi de son partenaire gouvernemental Arménie prospère, qui en recueillerait 34%, et du Congrès national arménien, qui obtiendrait 8,5%. La Fédération révolutionnaire arménienne et le Règne de la loi recueilleraient chacun 6,7%. Enfin, Héritage obtiendrait 5,5% des voix... [Lire la suite](#)

Crise financière :

Mario Draghi favorable à des mesures structurelles pour soutenir la croissance



Dans un discours prononcé devant les députés européens de la commission des Affaires économiques et monétaires le 25 avril, le président de la Banque centrale européenne, Mario Draghi, estime que la "croissance devra être soutenue par la demande étrangère, les taux très faibles d'intérêt à court terme ainsi que nos mesures non conventionnelles". Si les mesures prises sont drastiques, il ne faut pas relâcher les efforts entrepris. Il veut les compléter par des réformes structurelles permettant la croissance et la création d'emplois. Il évoque aussi "l'intérêt collectif de la zone euro", qui appelle une surveillance mutuelle des politiques économique et budgétaire. Enfin, il précise qu'il "n'est pas contre le modèle social européen, mais que "tout modèle social doit être soutenable" et ne peut pas être fondé sur l'endettement... [Lire la suite](#)

L'Allemagne maintient ses prévisions de croissance

Le gouvernement allemand a maintenu le 25 avril ses prévisions de croissance de 0,7 % en 2012 et de 1,6 % en 2013. Selon le ministre de l'Economie, Philipp Rösler, ces évolutions positives prouvent l'efficacité de la consolidation budgétaire et des réformes structurelles. "C'est un



message important à nos partenaires en Europe" a-t-il ajouté. Si les prévisions du FMI demeurent toutefois légèrement inférieures à celles du gouvernement (+0,6% en 2012 et +1,5% en 2013), les principaux instituts économiques allemands (IWH, RWI, IFO et IFO) ont été plus optimistes dans leur rapport de printemps publié le 19 avril (+0,9% cette année et +2% l'an prochain). Philipp Rösler a déclaré vouloir rester prudent, la crise de la dette dans la zone euro n'étant pas terminée... [Lire la suite](#)

Accord en Belgique pour le retour à l'équilibre des comptes publics



Les principaux ministres du gouvernement belge se sont entendus le 27 avril sur un scénario de retour à l'équilibre des finances publiques en 2015. L'accord sur le "programme de stabilité" belge prévoit un déficit des finances publiques (Etat fédéral, sécurité sociale et pouvoirs régionaux et locaux) de 2,8% du Produit intérieur brut (PIB) en 2012, de 2,15% en 2013, de 1,1% en 2014. Il confirme également l'engagement pris par le gouvernement d'Elio Di Rupo de ramener les finances publiques à l'équilibre en 2015... [Lire la suite](#)

Le chômage affecte 24,4% de la population active espagnole



Selon les données publiées le 27 avril par l'Institut national de statistiques, l'Espagne comptait 5 639 500 chômeurs au premier trimestre 2012. Le taux de chômage atteint ainsi 24,44% de la population active, augmentant de 1,59 %. En ce qui concerne les communautés autonomes, le taux de chômage est le plus élevé en Andalousie, à 33,17%, et le plus faible au Pays Basque, à 13,55%... [Lire la suite](#)

La récession en Grèce sera plus importante que prévue



Selon le dernier rapport annuel sur l'économie grecque publié le 24 avril, la Banque de Grèce prévoit un recul du PIB de près de 5% en 2012. La récession sera donc plus lourde que ce qu'elle avait précédemment annoncé en mars. Les estimations initiales prévoyaient en effet une récession de seulement 4,5% du PIB. Par ailleurs, le taux de chômage annuel devrait atteindre 19% en 2012 (contre 17,7% en 2011) tandis que l'inflation devrait diminuer à 1,2%... [Lire la suite](#)

Le chômage poursuit sa hausse en France



Selon des données rendues publiques le 26 avril, la France comptait fin mars 2012, 2 884 500 demandeurs d'emploi "de catégorie A" (recherchant un emploi à temps plein et avec un contrat à durée indéterminée), ce qui représente une hausse de 0,6% par rapport au mois précédent. Cette augmentation concerne tous les genres, toutes les classes d'âge, et est également observée dans d'autres catégories de demandeurs d'emplois. Le chômage de longue durée est aussi en hausse... [Lire la suite](#)

Le plan d'austérité de la Hongrie



Le gouvernement hongrois a envoyé le 23 avril à Bruxelles son plan d'austérité notamment destiné à éviter le gel de fonds européens destinés à la Hongrie. "Le gouvernement a envoyé à Bruxelles son programme Kalman Szell 2.0, qui contient le programme de convergence, le gouvernement espère ainsi qu'après huit ans, le pays puisse sortir de la procédure pour déficit excessif" engagée contre la Hongrie, a annoncé le ministère de l'Economie. Mi-mars, les ministres des Finances de l'Union européenne ont voté le gel de 495 millions d'euros de fonds de cohésion destinés à la Hongrie, en raison de déficits publics excessifs répétés. La décision faisait suite à une recommandation de la Commission européenne. Le gel des fonds doit prendre effet en janvier 2013, mais la sanction serait levée "immédiatement" si la Hongrie présente des mesures correctives d'ici au 22 juin... [Lire la suite](#)

Conclusions de la sixième visite de contrôle de la troika en Irlande



Le 26 avril, les experts de la Commission européenne, de la Banque centrale européenne et du Fonds monétaire international ont noté que le pays avait atteint ses objectifs budgétaires pour 2011 avec une "marge confortable" et était "sur la bonne voie" pour faire de même en 2012. Ils ont évoqué les progrès faits par l'Irlande dans la mise en oeuvre de son agenda pour la croissance et l'emploi, qui a été adapté pour tenir compte de la détérioration de l'environnement économique. Cependant, des "défis considérables" demeurent. La croissance est notamment freinée par la faible croissance économique des partenaires commerciaux de l'Irlande, la faible demande intérieure et les "conditions difficiles de financement sur les marchés" des institutions de crédit... [Lire la suite](#)

Budget de rigueur aux Pays-Bas



Les députés néerlandais sont parvenus, le 26 avril, à un accord sur un budget de rigueur pour 2013 qui devrait permettre de ramener le déficit public des Pays-Bas sous la barre des 3% du PIB. Les deux partis de la coalition gouvernementale, les libéraux (VVD) du Premier ministre démissionnaire Mark Rutte et les chrétiens-démocrates du CDA, ont en effet obtenu le soutien des centristes de D66, des écologistes et du parti ChristenUnie. Totalisant 77 des 150 sièges de la chambre basse, les cinq groupes parlementaires se sont notamment accordés sur une augmentation de la TVA, une réduction du budget alloué à la santé et un gel des salaires de certains fonctionnaires... [Lire la suite](#)

Le Royaume-Uni en récession



Le 25 avril, le ministre britannique des finances, George Osborne, a confirmé que le Royaume Uni était officiellement retombé en récession après avoir enregistré une contraction de l'économie de 0,2% au 1er trimestre 2012, après celle de 0,3% enregistrée au 4e trimestre 2011... [Lire la suite](#)

Conseil européen :

Propositions d'Herman Van Rompuy pour relancer la croissance



Le 26 avril à l'occasion du Business European Summit, plateforme d'échange sur les questions économiques dans la conjoncture européenne, le Président du Conseil européen Herman Van Rompuy a prononcé un discours dans lequel il énonce ses propositions pour relancer la croissance en Europe. Il explique qu'il faut adapter nos systèmes économiques aux situations changeantes. Pour les entreprises, cela passe par quatre vecteurs de croissance : des idées et le sens de l'innovation, des ressources humaines compétentes, un capital important pour financer les investissements, et des marchés performants. Il a insisté sur l'emploi des jeunes qu'il faut soutenir particulièrement sur les volets de la formation professionnelle et de la mobilité européenne... [Lire la suite](#)

Commission :

Publication des prévisions pour le budget de l'Union 2013



Le 25 avril, la Commission européenne a demandé aux Etats membres d'augmenter le niveau des paiements de l'Union de 6,8% en 2013. Cela pose un problème puisque certains Etats, se considérant comme les principaux contributeurs au fonds de sauvetage (France, Allemagne, Pays-Bas, Finlande, Autriche), refusent d'augmenter leur contribution. Le but de ces adaptations est de maintenir la croissance et l'emploi au cœur des préoccupations européennes. Globalement, le projet de budget pour 2013 s'élève à 150,9 milliards d'euros en engagements et 137,9 milliards d'euros en paiements... [Lire la suite](#)



Selon une publication de la Commission du 26 avril, la confiance est restée stable au mois d'avril dans l'Union européenne prise dans son ensemble mais a reculé de 1,5 point pour la zone euro. La situation de l'industrie et des services inquiète tout particulièrement. A part en Allemagne, l'indice de confiance est inférieur à sa moyenne de long terme dans tous les Etats membres. Il est quasiment inchangé en France, a fortement augmenté au Royaume-Uni et fortement reculé en Espagne et en Pologne... [Lire la suite](#)

Parlement :

Etendre l'assiette de la taxe sur les transactions financières



Le 25 avril, les députés de la commission des Affaires économiques au Parlement européen ont adopté par 33 voix, contre 11, une résolution approuvant la taxe sur les transactions financières. Ils y défendent l'assiette de taxation proposée par la Commission européenne et demandent à ce qu'elle soit étendue aux institutions financières étrangères lorsque leurs opérations se font sur le territoire européen. La France et l'Allemagne soutiennent cette taxe, tandis que le Royaume-Uni y est fermement opposé... [Lire la suite](#)

Conseil :

Conclusions du Conseil Justice et Affaires intérieures



Le 26 avril, les 27 ministres de la Justice et de l'Intérieur ont définitivement adopté le nouvel accord avec les Etats-Unis pour l'échange des données sur les passagers aériens (PNR). Cet accord prévoit une réciprocité des renseignements ainsi qu'une stricte protection des données personnelles et renforce l'information et les procédures de recours des citoyens. L'accord devrait entrer en vigueur le 1er juin 2012. Par ailleurs, les ministres ont adopté une directive relative aux droits de l'information dans les procédures pénales. L'objectif est de renforcer le "droit d'être informé de ses droits". Ainsi, lors d'une arrestation, les personnes concernées devront avoir le droit d'accès à une assistance médicale d'urgence ou le droit à l'accès aux pièces du dossier... [Lire la suite](#)

Soutien aux exploitants les plus fragiles



Le 26 avril, les 27 ministres de l'Agriculture ont discuté des paiements directs aux agriculteurs, notamment les plus fragiles. Ils ont débattu des mesures spécifiques à proposer pour les petits exploitants, les plus jeunes ou encore ceux soumis à des contraintes naturelles particulières. Les ministres ont souligné les enjeux économiques, sociaux et environnementaux d'un tel soutien. Ils ont appelé la Commission à revoir sa proposition afin de garantir davantage de simplification administrative. Enfin, en ce qui concerne la pêche, les ministres ont indiqué que la régionalisation de la Politique commune de pêche permettrait une gestion plus flexible. Cependant, certains d'entre eux ont estimé que les concessions de pêche cessibles ne devaient être mises en place que sur une base volontaire... [Lire la suite](#)

La politique de cohésion au coeur des discussions



Le 24 avril, les 27 ministres des Affaires européennes se sont mis d'accord sur une approche générale concernant la politique européenne de cohésion pour la période 2014-2020 en attendant la position du Parlement européen en première lecture. Se basant pour la première fois sur la "boîte de négociation", les ministres ont abordé les questions liées à la politique de cohésion. Les questions soulevées ont notamment inclus la croissance durable... [Lire la suite](#)

Diplomatie :

Nouveaux partenariats entre l'UE et l'ASEAN

A la suite de la réunion entre l'Union européenne et l'Association des nations de l'Asie du sud-est (ASEAN) les 26 et 27 avril, deux



programmes, pour un total de 20 millions euro, ont été signés. Le premier "ARISE" est conçu pour favoriser l'intégration économique de la région et développer le marché unique. Le second "READI" se concentrera sur le renforcement d'une politique de dialogue entre l'Union et la région ASEAN (coopération dans les domaines de la technologie, de l'énergie et de l'innovation)...
[Lire la suite](#)

Allemagne :

Berlin adopte une stratégie démographique



Selon des projections de l'Office fédéral des statistiques, la population allemande pourrait se réduire de 81,7 millions à 75 millions d'ici à 2050 et voir le nombre des seniors de plus de 80 ans doubler d'ici à 2030. Ce bouleversement démographique aura d'importantes répercussions sur le pays. Aussi le ministre de l'Intérieur, Hans-Peter Friedrich, a présenté au Conseil des ministres une stratégie démographique adoptée le 26 avril. Dans cette stratégie intitulée "Chaque âge compte" ("Jedes Alter zählt"), six champs d'action ont été identifiés dont, entre autres, le soutien aux familles, l'allongement de la durée de la vie professionnelle et la cohésion des territoires urbains et ruraux. Des mesures sont prévues dans chacun de ces domaines comme l'amélioration des infrastructures de garde des enfants ou encore une meilleure prévention des maladies... [Lire la suite](#)

Chypre :

Nouveau gouverneur à la Banque centrale de Chypre



Chypre a nommé le 28 avril un universitaire à la tête de la Banque centrale au moment où le pays connaît des difficultés économiques liées notamment à l'exposition de ses banques à la dette grecque. Panicos Demetriades, ex-membre de la banque centrale et actuellement professeur d'anglais à l'université de Leicester (UK), remplacera Athanasios Orphanides au poste de gouverneur de la Banque centrale pour une durée de cinq ans, à compter du 3 mai... [Lire la suite](#)

Espagne :

L'Espagne en récession



Le PIB de l'Espagne a reculé de 0,3% au premier trimestre par rapport au dernier trimestre 2011 où il avait déjà baissé de 0,3%, ce qui confirme le retour officiel du pays en récession, selon les chiffres provisoires publiés le 30 avril. Dans un communiqué, l'Institut national de la statistique (INE) explique que cette situation est "la conséquence d'une contribution plus négative de la demande nationale compensée partiellement par une contribution positive de la demande extérieure" (exportations et tourisme). L'Espagne, privée dès 2008 de son moteur, la construction, au moment même où éclatait la crise internationale, oscille depuis entre récession et croissance atone, tandis que le nombre de sans-emploi monte régulièrement... [Lire la suite](#)

Un budget austère pour l'Espagne



Le gouvernement espagnol a dévoilé le 27 avril ses prévisions économiques pour les prochaines années, tablant sur une légère croissance, de 0,2%, du PIB en 2013, et visant l'équilibre budgétaire pour 2016. "Pour 2013 nous tablons sur une légère croissance du PIB", de 0,2%, a déclaré le ministre de l'Economie Luis de Guindos, à l'issue du Conseil des ministres, alors que le pays a renoué avec la récession ce trimestre et devrait, selon le gouvernement, voir son PIB reculer de 1,7% en 2012. Le 24 avril, le ministre espagnol du Budget Cristóbal Montoro a annoncé que le budget 2012 serait "le plus austère de la démocratie". Il a également précisé que ce budget était nécessaire pour surmonter la crise et faire face à la récession de l'Espagne annoncée une semaine auparavant... [Lire la suite](#)

Rapport d'inspection du secteur financier espagnol par le FMI



Le Fonds monétaire international (FMI) a publié le 25 avril les premières conclusions de son programme d'inspection du secteur financier espagnol (PESF) qu'il effectue tous les 5 ans. Il préconise que l'Espagne aille plus loin dans l'assainissement de ses banques tout en reconnaissant les efforts réalisés en ce sens. Le secteur bancaire espagnol est l'une des grandes sources d'inquiétudes des marchés, car il est fragilisé depuis l'éclatement de la bulle immobilière en 2008. Les banques espagnoles accumulaient dans leurs bilans pour 184 milliards d'euros d'actifs immobiliers problématiques fin 2011, soit 60% de leur portefeuille, a indiqué le 27 avril la Banque d'Espagne, révélant les fragilités de ce secteur depuis l'éclatement de la bulle en 2008... [Lire la suite](#)

Italie :

59,46 millions d'habitants en Italie



L'Italie comptait 59,464 millions d'habitants au 9 octobre 2011, soit +2,468 millions par rapport à 2001, selon des résultats provisoires du dernier recensement publiés le 27 avril par l'Institut des statistiques (Istat). Le 15e recensement général de la population a été mené au cours des derniers mois de 2011. Il fait apparaître que les étrangers régulièrement domiciliés en Italie sont passés de 1,334 million en 2001 à 3,769 millions en 2011, ils représentent désormais 6,34% de la population totale contre 2,34% il y a dix ans. "La forte augmentation du nombre de citoyens étrangers contribue de manière déterminante à la hausse de la population totale et elle confirme la tendance à la stagnation démographique de la population italienne", relève l'Istat. Le nombre de familles en Italie a augmenté en dix ans, passant de 21,810 millions à 24,512 millions, mais la taille moyenne est passée de 2,6 personnes à 2,4, selon la même source... [Lire la suite](#)

Pays-Bas :

Dissolution du Parlement néerlandais et élections législatives le 12 septembre



La reine Beatrix des Pays-Bas a officiellement demandé au Premier ministre Mark Rutte, dans un communiqué datant du 25 avril, de dissoudre le parlement néerlandais. Le Premier ministre néerlandais a confirmé le 27 avril que des élections législatives anticipées, inévitables après la démission de son gouvernement le 23 avril, auront lieu le 12 septembre aux Pays-Bas... [Lire la suite](#)

Pologne :

Deuxième forum économique Chine-Europe centrale et orientale



Le 26 avril, le Premier ministre chinois Wen Jiabao a annoncé, lors de sa visite à Varsovie pour le deuxième Forum économique Chine-Europe centrale et orientale, qu'il comptait investir 10,5 milliards de dollars sous forme de lignes de crédit et d'un fonds d'investissement. L'objectif est de financer des projets de coopération avec l'Europe centrale et orientale notamment dans les domaines des infrastructures, des nouvelles technologies et de l'économie verte. Cette "implantation" offre ainsi à la Chine un accès privilégié aux marchés d'Europe d'occidentale... [Lire la suite](#)

Roumanie :

L'opposition renverse le gouvernement, Victor Ponta, nouveau Premier ministre



Le président roumain, Traian Basescu, a nommé, le 27 avril, le chef de l'opposition de gauche, Victor Ponta, au poste de Premier ministre. Il succède à Mihai Razvan Ungureanu, au pouvoir depuis trois mois, renversé par une motion de censure le jour même. "Il s'agit d'un mandat limité jusqu'aux élections législatives [prévues en novembre], durant lequel je vais essayer d'assurer une gouvernance qui redonne aux Roumains l'espoir que les choses peuvent évoluer dans la bonne direction", a déclaré M. Ponta, âgé de 39 ans. Il a désormais dix jours pour former un gouvernement, lequel devra être approuvé par le Parlement... [Lire la suite](#)

Ukraine :

L'Europe s'indigne du sort réservé à Ioulia Timochenko



Depuis le 20 avril, l'ancienne Première ministre et opposante à l'actuel gouvernement ukrainien, Ioulia Timochenko, a entamé une grève de la faim afin de dénoncer la répression politique qui sévit dans son pays. Alertée par les accusations de mauvais traitements subis en prison, la Commissaire aux droits de l'Homme du Conseil suprême d'Ukraine, Nina Karpachova, a estimé que ceux-ci constituaient des actes de "torture" au sens de l'article 3 de la Convention européenne des droits de l'Homme. L'Union européenne, très préoccupée de la situation, s'est indignée du sort réservé à Mme Timochenko. Le président allemand Joachim Gauck a ainsi annulé le 26 avril une visite en Ukraine prévue au mois de mai afin de manifester son mécontentement face au mutisme du gouvernement ukrainien. En réaction, le président ukrainien Viktor Ianoukovitch a ordonné au Parquet général d'enquêter sur les violences que l'opposante aurait subies en prison... [Lire la suite](#)

Vers un boycott de l'Euro 2012?



Angela Merkel et les ministres de son gouvernement pourraient ne pas se rendre en Ukraine pour assister à des matches de l'Euro-2012, co-organisé avec la Pologne du 8 juin au 1er juillet prochains, si l'opposante Ioulia Timochenko n'est pas libérée d'ici là. Le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, n'a "pas l'intention" de se rendre en Ukraine pour y participer à des événements dans le cadre de l'Euro-2012 compte tenu de la situation politique dans le pays, a indiqué le 30 avril sa porte-parole. Plusieurs pays de l'Union européenne ont exprimé la semaine dernière leur inquiétude sur la situation de Ioulia Timochenko. Par ailleurs, Uli Hoeness, président du Bayern Munich, l'un des plus grands clubs de football en Europe, a appelé le patron de l'UEFA, Michel Platini, à faire pression sur les autorités ukrainiennes pour obtenir une amélioration de la situation de Mme Timochenko... [Lire la suite](#)

Conseil de l'Europe :

Débat sur l'égalité hommes-femmes : une condition du succès du printemps arabe



Les retombées du Printemps arabe ont été l'un des grands thèmes de la session plénière du Conseil de l'Europe qui s'est tenue à Strasbourg du 23 au 26 avril. Dans une résolution sur l'égalité entre les hommes et les femmes, les membres de l'assemblée parlementaire ont invité les pays méditerranéens en transition démocratique à faire évoluer les droits de la femme dans la société et notamment à promouvoir la place des femmes dans les instances publiques élues. Le droit de la famille et la lutte contre les violences faites aux femmes devraient aussi bénéficier d'un cadre juridique modernisé... [Lire la suite](#)

Justice :

L'ancien président du Liberia condamné par la justice internationale



Le 26 avril, le Tribunal spécial pour la Sierra Leone a condamné l'ancien président du Libéria Charles Taylor pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité en raison des exactions commises par ses partisans durant la guerre civile en Sierra Leone. Il a été reconnu coupable de onze chefs d'accusation, dont des actes de terrorisme, des viols, des meurtres, la réduction de personnes en esclavage sexuel, des "actes inhumains" dont des amputations et des mutilations, et le recrutement d'enfants-soldats. Sa peine sera prononcée le 30 mai. Cette décision fait de M. Taylor le premier ancien chef d'Etat à être condamné par la justice internationale depuis le procès de Nuremberg en 1945-1946. Elle a été saluée par le procureur du Tribunal spécial pour la Sierra Leone, Brenda J. Hollis, et par la communauté internationale... [Lire la suite](#)

Eurostat :

Baisse du déficit public et hausse de la dette publique

Selon les chiffres publiés par Eurostat le 23 avril, le déficit public a



baissé dans la zone euro ainsi que dans l'Union européenne (le ratio du déficit public par rapport au PIB est passé de 6,2% en 2010 à 4,2% en 2011 dans la zone euro, et de 6,5% à 4,5% dans l'Union). La dette publique a augmenté sur la même période, passant de 85,3% à 87,2% dans la zone euro, et de 80% à 82,5% dans l'Union. On trouve les déficits les plus élevés sans surprise en Irlande (-13,1%), en Espagne (-8,5%) et en Grèce (-9,1%), et les déficits les plus faibles en Finlande (-0,5%), au Luxembourg (-0,6%), ou en Allemagne (-1%)... [Lire la suite](#)

Le coût horaire de la main d'oeuvre varie entre 3,5 et 39,3 euro



En 2011, les coûts horaires de la main d'œuvre ont été estimés en moyenne à 23,1 euro dans l'économie marchande de l'Union européenne, et à 27,6 euro dans celle de la zone euro. Toutefois, cette moyenne masque des écarts importants entre les États membres, les coûts horaires de la main d'œuvre variant de 3,5 euro à 39,3 euro. Selon les estimations d'Eurostat, en 2011 les coûts horaires de la main d'œuvre les plus élevés ont été observés en Belgique (39,3 euro), en Suède (39,1 euro), au Danemark (38,6 euro), en France (34,2 euro), au Luxembourg (33,7 euro), aux Pays-Bas (31,1 euro) ainsi qu'en Allemagne (30,1 euro), et les plus faibles en Bulgarie (3,5 euro), en Roumanie (4,2 euro en 2010), en Lituanie (5,5 euro) et en Lettonie (5,9 euro)... [Lire la suite](#)

L'inflation à 2,6% dans la zone euro



L'inflation a légèrement ralenti en avril dans la zone euro, à 2,6% sur un an contre 2,7% le mois précédent, a indiqué le 30 avril l'office européen des statistiques Eurostat dans une première estimation. C'est le 17e mois consécutif que l'inflation dépasse le seuil de 2% visé à moyen terme par la Banque centrale européenne (BCE), dont la mission première est de surveiller la hausse des prix au sein de la zone euro... [Lire la suite](#)

Etudes/Rapports :

Recommandations à la Commission pour la gestion des Fonds structurels



Dans un rapport publié le 26 avril, la Cour des comptes européenne constate que la Commission européenne, dans son rôle de gestion des Fonds structurels et de contrôle des États membres, ne remplit que partiellement sa mission. Certes, la Commission prend les mesures correctrices appropriées, mais leur mise en œuvre est longue, ce qui affaiblit leur efficacité. La Cour adresse donc des recommandations pour remédier à cette situation, telles que réduire la durée entre la détection des déficiences et la mise en œuvre des améliorations, ou s'assurer que les corrections financières couvrent bien toutes les dépenses encourues relevant des systèmes de gestion ou de contrôles déficients... [Lire la suite](#)

Etude sur l'accès au financement des PME



La Banque centrale européenne a publié une étude sur l'accès aux financements pour les petites et moyennes entreprises dans la zone euro. En raison du ralentissement économique général observé, ces entreprises ont fait face à une légère contraction de leur activité. Elles ont eu légèrement davantage recours au financement bancaire qu'auparavant. Les besoins en financements extérieurs ont augmenté avec la baisse des fonds propres... [Lire la suite](#)

Analyse de la nouvelle Constitution hongroise



Le "Swedish Institute for European policy studies" a publié une analyse de la nouvelle Constitution hongroise, rédigée en 2011 et entrée en vigueur le 1er janvier 2012. Cet article s'attache à étudier celle-ci d'un point de vue juridique ainsi que de la replacer dans le contexte de la vie politique hongroise et de l'histoire récente du pays. Les mesures prises par l'Union européenne en réaction à cette nouvelle Constitution sont

également évoquées. L'auteur conclut finalement que ce texte se fonde clairement sur des valeurs "conservatrices", telles que "la famille, le christianisme et la nation hongroise". Cependant, le vrai danger de cette Constitution n'est selon lui pas tant "quelque attaque ou agression cruciale contre les droits de l'homme" qu'elle représenterait que la volonté qu'elle exprime de la part d'un parti de "préserver son pouvoir"... [Lire la suite](#)

"Le Printemps arabe : un an après"



La Fondation Bertelsmann a publié le deuxième volet de son étude "Europe in dialogue 2012" intitulée "The Arab Spring : one year after" ("le Printemps arabe : un an après"). Elle s'attache notamment à analyser, suite aux événements qui ont bouleversé le monde arabe l'année dernière, l'évolution politique et les perspectives de démocratisation dans ces pays ainsi que le futur de la coopération arabo-européenne... [Lire la suite](#)

Culture :

Picasso et Vollard : le génie et le marchand



Le Palazzo Cavalli Franchetti à Venise accueille jusqu'au 8 juillet la première exposition consacrée à la collaboration entre Pablo Picasso et Ambroise Vollard (1868-1939), marchand d'art qui révéla Cézanne, Gauguin et Matisse. Il incita Picasso à réaliser les plus belles séries de gravures du XXème siècle, dont la célèbre Suite Vollard, qui est exposée à Venise, ainsi que quatre autres séries de gravures : "Les saltimbanques", "Le chef-d'oeuvre inconnu" de Balzac, "L'Histoire naturelle" de Buffon et "La Minotauremachie"... [Lire la suite](#)

L'art allemand de 1890 à 1930



Le musée d'art national du Danemark (Statens museum for kunst) abrite jusqu'au 12 août une exposition consacrée à l'art allemand des années 1890 à 1930. Les visiteurs peuvent admirer plus de 70 oeuvres de Kandinsky, Klee, Nolde, etc. qui ont marqué la scène artistique allemande de cette époque. Celle-ci, qui voit la naissance du modernisme, est caractérisée, après l'unification du pays en 1871, par de profonds questionnements sur les sujets de l'identité et de l'art... [Lire la suite](#)

L'Agenda :



2 mai
Budapest
Election présidentielle - Hongrie



3 mai
Bruxelles
Conseil "Commerce"

Moscou
Conférence internationale des ministres de la Défense des pays de l'OTAN et de l'ex-URSS sur la défense anti-missile

Franfort/Main
Conseil des gouverneurs - BCE



6 mai
Election présidentielle française (2e tour)

Elections législatives anticipées en Grèce

Elections générales (présidentielle, municipales et régionales) en Serbie

La Lettre est également disponible dans les versions suivantes :



 J'aime la Lettre de la Fondation Robert Schuman

Les rédacteurs de la Lettre :

Magali Balent, Pauline Massis Desmarest, Inga Groth, Charles de Marcilly, Pierre Thibaudat ;
Perle Baillard, Mélanie Laplace, Camille Stephan, Marion Zosi.

Rédacteur en chef : Pauline Massis Desmarest
Directeur de la publication : Pascale Joannin

Contact / suggestion
info@robert-schuman.eu

La Fondation Robert Schuman, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique Giuliani.

Vous ne souhaitez plus recevoir nos lettres ? {LINK}